

LES ÉTUDIANTS MAINTIENNENT LA PRESSION

Universités : la grève relancée

La proposition de la tutelle faite d'élaborer «dans la concertation» les textes réglementaires qui doivent régir la correspondance entre l'ancien système et le nouveau (LMD) ne satisfait pas les étudiants. «La protestation est l'unique moyen de se faire entendre dans ce pays», estiment les universitaires.

Irane Belkhedim - Alger (Le Soir) - Après quelques jours de réunions et de discussions, les étudiants ont décidé de renouer avec la protestation.

Aujourd'hui, ils vont reprendre leur sit-in devant le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Hier, ceux de la filière pharmacie de la Faculté centrale d'Alger ont entamé une grève illimitée.

«Nos camarades de Tizi-ouzou, Oran, Annaba et Blida ont déjà répondu à l'appel que nous préparons depuis 15 jours. La protestation atteindra 100%, d'ici jeudi», explique un étudiant, qui précise que le mouvement ne s'arrêtera pas cette fois-ci avant la satisfaction totale des revendications.

Les grévistes émettent quatre requêtes : le titre de docteur en pharmacie, un rééchelonnement vers le haut des diplômés (passer du 13^e échelon au 16^e), une formation qualifiée et la valorisation des spécialités.

«Il n'est pas normal d'étudier cinq ans pour être placé dans la même catégorie que ceux qui ont étudié trois ans ! Ça nous dégrade ! C'est pour cela que nous réclamons le titre de docteur en pharmacie, comme cela se fait dans tous les pays», affirme Omar, un étudiant en 5^e année.

Les problèmes de formation sont également soulevés. De nombreux universitaires assurent qu'il n'y a aucune coordination entre la théorie et la pratique. «Nous avons 50 cours théoriques et seulement 5 pratiques. Nos laboratoires sont sous-équipés et nous faisons face à de nombreux problèmes, entre autres, gaz, électricité et équipements», témoigne Samir.

Par ailleurs, les grévistes récla-

ment l'ouverture de spécialités aux étudiants en pharmacie, puisque certaines d'entre elles restent exclusivement réservées aux médecins ou étudiants dans d'autres domaines, ce qu'ils appellent dans leur jargon le résidanat.

«La pharmacie industrielle est accaparée par les médecins et les étudiants de chimie ou de biologie. Nous n'y avons pas droit. Ce n'est pas normal alors que nous sommes les plus habilités à nous spécialiser et on le mérite», indique Samir, estimant que sur les 1 000 candidats au résidanat, 50 postes seulement sont octroyés à des pharmaciens. «Les conditions de travail sont également dégradantes. Les amphithéâtres débordent d'étudiants. La situation est dramatique. Nous ne passons pas de stages pratiques dans des boîtes pharmaceutiques, alors que cela devrait faire partie de notre formation».

Les étudiants prétendent encore que certaines spécialités importantes sont inexistantes dans les facultés algériennes, comme la toxicologie.

«Nous n'avons que des cours théoriques, pourtant, la toxicologie est essentielle dans notre cursus», disent-ils.

Les écoles supérieures en grève

Les délégués des étudiants des écoles nationales supérieures ont adressé, hier, une lettre au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour lui demander de réduire les délais de négociations avec les responsables, concernant «l'élaboration des textes réglementaires qui doivent régir la correspondan-



Photo : Samir Sid

Le mouvement de protestation se poursuit.

ce entre l'ancien système et le nouveau (LMD)».

Une étape entreprise après l'annulation du décret 10-135. «La plupart des étudiants réclament la reprise de la grève. Les délégués n'arrivent plus à les convaincre d'attendre la fin des négociations avec les responsables de l'administration, fixée au 27 mars prochain, date de la tenue de la conférence nationale des chefs d'établissements», explique Célia, représentante de l'Ecole polytechnique d'architecture et d'urbanisme.

Au courant de la semaine, les délégués se sont réunis avec les étudiants. C'était tendu, dit-on, et les votes ont été unanimes pour la

reprise de la protestation. Une situation qui a perturbé les délégués. Et même si ce n'est pas encore officiel, beaucoup d'entre eux sont démissionnaires, affirmant ne plus supporter d'être entre deux feux, tiraillés par l'administration qui souhaite la reprise des cours et par les étudiants qui veulent maintenir la pression.

«Il n'y a rien de concret encore et ils ont peur d'être bernés, que la tutelle tente de gagner du temps pour calmer les esprits. Aussi, les étudiants pensent-ils que reprendre les cours signifierait mettre le genou à terre !», ajoute Célia.

Un autre problème se pose. Les porte-paroles des étudiants ne

sont pas tous reconnus par les établissements universitaires, ce qui signifie qu'ils peuvent être écartés à tout moment des réunions avec leurs responsables hiérarchiques pour la mise en place des textes réglementaires devant régir la correspondance entre l'ancien système et le nouveau (LMD).

«Ce sont les résidents qui s'opposent à la reprise des cours. Vous savez, en ce qui concerne les résidences universitaires, les décisions se prennent là-bas. Les étudiants sont souvent manipulés par les organisations estudiantines qui veulent récupérer le mouvement», estime Célia.

I. B.

Les étudiants du LMD protestent

Dimanche passé, des étudiants de l'Université de Chlef ont bloqué le portail menant vers le rectorat pour protester contre l'annulation du décret 10-135.

La protestation a coïncidé avec la réunion des enseignants qui portait sur l'équivalence des

diplômes. L'incident a obligé les responsables de l'université à annuler la réunion.

Ces étudiants du nouveau système estiment que l'annulation dudit décret les plonge dans le flou total.

I. B.

TIZI-OUZOU : ILS ÉTAIENT PRÈS DE CINQ MILLE À DESCENDRE DANS LA RUE

Les étudiants se disent engagés pour le changement du système

La pluie n'a pas empêché quelque cinq mille étudiants à marcher dans la matinée d'hier à Tizi-Ouzou. A l'appel de leur syndicat, la Coordination locale des étudiants (CLE), les marcheurs ont arpenté le parcours habituel pour les manifestations qui va du campus universitaire de Hasnaoua vers le siège de la wilaya.

La marche d'hier était un remake de celle du début du mois de février avec la même ferveur et, quasiment, les mêmes slogans à travers lesquels les étudiants ont réitéré leur demande d'«une université publique, performante et progressiste», une requête assortie de l'interpellation adressée aux pouvoirs publics pour faire respecter les franchises universitaires et la sécurisation des sites d'études et d'hébergement des étudiants qui se plaignent d'agressions multiples consécutives à l'intrusion

d'individus venus de l'extérieur. Ils persistent, en outre, à faire aboutir d'autres revendications d'ordre pédagogique, à savoir le maintien du CAPA et du département d'interprétariat et de traduction, ainsi que le maintien du concours de magister, l'accès sans condition au master, le refus de la dévalorisation du diplôme de l'ingénieur d'Etat. Mais pour ne pas rester en marge des soubresauts politiques qui agitent la société algérienne, les marcheurs ont crié d'autres slogans à travers lesquels

ils ont tenu à exprimer leur désir de démocratie et de changement politique, à l'instar de ce qui se passe dans des pays voisins de l'Afrique du Nord.

Un bouleversement auquel ils veulent participer sinon provoquer avec d'autres acteurs de la société.

«Le peuple veut faire tomber le système», ont clamé encore les étudiants qui se veulent visiblement les porte-voix d'une demande populaire de changement qui reste pour l'heure inaudible, comme l'analyse pour nous cet étudiant du département des sciences économiques et exprime, d'une autre façon, ce slogan de la CLE : «Pour une université tête pensante, opposante et de propositions». Tout un programme qui exprime le désir de ces étudiants à



Les étudiants dénoncent le marasme qui sévit à l'université.

jouer leur rôle d'élite et à être la locomotive du changement. «Etudiant, chô-

meurs, travailleurs, unissons-nous», lancent-ils encore, tout en précisant

que l'objectif visé est «le changement du système et non pour le changement dans le système», selon encore d'autres mots d'ordre criés par les marcheurs qui ont osé ce défi : «Pouvoir et généraux, rendez l'Algérie au peuple.»

La manifestation s'est achevée devant le siège de la wilaya par la lecture de la déclaration de la CLE. Une minute de silence a été observée à la mémoire de tous les martyrs de la révolution et de la démocratie. «Un devoir patriotique», expliquera l'un des délégués devant ses camarades étudiants qui promettent d'autres journées de mobilisation, se disant ouvertement engagés pour le changement politique qu'ils veulent «radical, démocratique et pacifique».

S. A. M.